

COMMUNIQUÉ DE PRESSE

Vote du budget 2015 à l'Assemblée Nationale : le compte n'y est toujours pas pour les infrastructures

Paris, mercredi 22 octobre 2014 – Suite à l'adoption par l'Assemblée Nationale de la partie recettes du projet de loi de finances, **Bruno Cavagné, président de la Fédération Nationale des Travaux Publics constate que le compte n'y est pas en matière de financement des infrastructures.**

Si pour 2015, le budget de l'Agence de financement des infrastructures (AFITF) pourrait être sauvé grâce à la hausse de la TICPE sur le gazole qui devrait rapporter 1,1 milliard d'euros, plusieurs interrogations subsistent :

1. Que se passera-t-il après ? Les nouvelles ressources ne sont pour l'instant prévues que pour 2015. La FNTF demande la **pérennité du fléchage de la hausse du gazole vers l'AFITF** afin que ses ressources budgétaires soient enfin sanctuarisées.

2. Les infrastructures paieront-elles pour l'abandon de l'écotaxe ? La FNTF alerte sur les arriérés de loyers à verser à Ecomouv et qui sont **inscrits sur le budget de l'AFITF**. Ce n'est pas à l'AFITF de payer pour le fiasco de l'écotaxe **au détriment des projets d'infrastructures !**

Par ailleurs la FNTF **déplore que la mesure de remboursement anticipé de la TVA aux collectivités locales qui accroissent leurs investissements ait été rejetée le gouvernement**. Alors que l'investissement local est en train de décrocher, seul un signal fort de ce type permettra de limiter la chute des investissements des collectivités et leurs conséquences sur la qualité et la sécurité des infrastructures, ainsi que sur la compétitivité des territoires.

La FNTF rappelle que depuis 7 ans, le secteur des Travaux Publics traverse une crise sans précédent : chiffre d'affaires en baisse de 25 % et destruction de 30 000 emplois !

Affecté de plein fouet par la baisse des dotations de l'Etat, l'investissement des collectivités locales est en berne et les carnets de commande des entreprises en chute libre.

Sans mesures de relance de l'investissement public, ce sont 60 000 emplois qui sont aujourd'hui directement menacés d'ici à 2017. Il y a urgence !

La Fédération Nationale des Travaux Publics regroupe, par l'intermédiaire de ses 20 Fédérations Régionales, 8000 entreprises exerçant une activité de Travaux Publics et représente 280.000 salariés. Elle suscite les conditions du développement du marché des Travaux Publics, informe les entreprises sur les conditions d'exercice de leur activité et répond à leurs demandes. Pour en savoir plus :

www.fntp.fr - www.on-n-arrete-pas-le-futur.fr - www.metiers-tp.com  [@fntp_info](https://twitter.com/fntp_info)

Contact presse : Jean-Christophe Goux-Reverchon - Tél. : 01.44.13.31.15 / Mail : gouxreverchonjc@fntp.fr